

Vu l'avis de la Société flamande du Logement du 28 juin 1996;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'habiter en permanence sur un terrain destiné aux résidences de loisirs en plein air est illégal sur base de la législation sur l'urbanisme et que cette problématique s'est retrouvée accélérée, également à cause du décret du 3 mars 1993 portant le statut des terrains destinés aux résidences de loisirs de plein air, et que par conséquent il s'impose d'urgence d'adapter l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 1994 à court terme, afin de pouvoir assimiler les personnes, qui habitent en permanence dans une roulotte, à un habitant d'une habitation insalubre;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1er, 4°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 1994 réglementant le régime de location pour les habitations louées par la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij » ou par des sociétés locales de logement social reconnues par la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij » en application de l'article 80ter du Code du Logement, sont ajoutés les mots suivants : « Pour l'application du présent arrêté, une roulotte est assimilée à une habitation insalubre ».

Art. 2. Le § 1er, troisième alinéa, 3°, de l'article 5 du même arrêté du Gouvernement flamand, est remplacé par ce qui suit : « qui a son domicile principal dans une roulotte depuis au moins six mois, ou qui, soit évacue une habitation insalubre qu'il/elle occupait déjà à la date de la déclaration d'inhabitabilité ou à la date où l'habitation est reconnue insalubre, soit évacue une habitation qu'il/elle occupait à la date où celle-ci a fait l'objet d'un arrêté d'expropriation ou d'un ordre de démolition ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 octobre 1996.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 1er octobre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 2224

[S - C - 29338]

9 SEPTEMBRE 1996. — Décret relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Définitions

Article 1^{er}. Il faut entendre par :

- 1° Décret : décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;
- 2° Haute École : Haute Ecole visée à l'article 1^{er}, 1°, du décret;
- 3° Haute Ecole de la Communauté française : Haute Ecole organisée par la Communauté française;
- 4° Haute Ecole officielle subventionnée : Haute Ecole relevant du réseau officiel subventionné et créée par une commune, une province ou une personne morale de droit public;
- 5° Haute Ecole libre subventionnée : Haute Ecole relevant du réseau libre subventionné et créée sous la forme d'une personne morale de droit privé;
- 6° Autorités de la Haute Ecole : les autorités de la Haute Ecole visées à l'article 1^{er}, 2°, du décret;
- 7° Département : département visé à l'article 1^{er}, 3°, du décret;
- 8° Catégorie : catégorie visée à l'article 12 du décret;
- 9° Section : section visée à l'article 1^{er}, 10°, du décret;
- 10° Option : option visée à l'article 1^{er}, 11°, du décret;
- 11° Cycle : cycle visé à l'article 1^{er}, 6°, du décret;

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — N° 97, n° 1 : projet de décret; n°s 2 à 11 et 13 à 15 : amendements; n° 12 : rapport; n°s 16 et 17 : avis du Conseil d'Etat; n°s 18 et 19 : sous-amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 15, 16, 19 et 25 juillet. — Adoption. Séance du 4 septembre 1996.

- 12° Année d'études : année visée à l'article 1^{er}, 7°, du décret;
 13° Année académique : période d'un an, débutant le 1^{er} septembre au plus tôt et le 1^{er} octobre au plus tard et finissant la veille du commencement de l'année académique suivante;
 14° Gouvernement : Gouvernement de la Communauté française;
 15° Réseau : un des réseaux visés à l'article 50, alinéa 2, du décret.

CHAPITRE II. — Du calcul de l'allocation annuelle globale

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 2. Dans les limites et aux conditions fixées par le présent décret, la Communauté française contribue au financement du fonctionnement des Hautes Ecoles au moyen d'allocations annuelles globales.

Art. 3. Ces allocations annuelles globales contribuent à la couverture des frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement pour l'enseignement, la recherche appliquée, les services à la collectivité, la formation continuée et l'administration de la Haute Ecole.

Section 2. — Admissibilité au financement d'une Haute Ecole

Art. 4. Pour être admissible au financement, la Haute Ecole doit satisfaire aux conditions fixées par ou en vertu du décret et par ou en vertu du présent décret.

Section 3. — Admissibilité au financement des étudiants

Art. 5. § 1^{er}. L'étudiant régulièrement inscrit de l'enseignement supérieur de type long ou de type court est celui qui, répondant aux conditions d'accès prévues aux articles 22 à 25 du décret, est inscrit de la manière prescrite pour l'ensemble des activités d'enseignement prescrites et approuvées d'une section déterminée et suit régulièrement, conformément à l'article 30 du décret, lesdites activités dans le but d'obtenir, s'il échet, à la fin de l'année académique, les effets de droit attachés à la réussite des examens.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er} et en application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 30 du décret, un étudiant régulièrement inscrit dans une Haute Ecole peut, dans le cadre d'accords conclus avec d'autres Hautes Ecoles ou établissements d'enseignement supérieur, universitaire ou non, belges ou étrangers, suivre certains de ces cours et travaux dans ces autres Hautes Ecoles ou établissements d'enseignement supérieur et présenter les examens qui s'y rapportent.

Toutefois, l'étudiant régulièrement inscrit visé à l'alinéa 1^{er} ne sera pris en compte pour le financement que lorsqu'il suit les activités et travaux visés à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre d'un accord approuvé par le Gouvernement :

- dans une autre Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française;
- dans un établissement d'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;
- dans une institution universitaire organisée ou subventionnée par la Communauté française;
- dans un établissement d'enseignement supérieur, universitaire ou non, organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou la Communauté germanophone;
- dans un établissement d'enseignement supérieur, universitaire ou non, situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou, dans le cadre d'un programme adopté par l'Union européenne, situé dans un Etat tiers.

§ 3. Les activités d'enseignement visées au § 2 ne peuvent excéder une période de six mois au cours d'une même année académique. Toutefois, pour l'application de la seule notion d'« étudiant régulièrement inscrit », les activités d'enseignement visées au § 2 peuvent excéder une période de six mois sans dépasser celle d'un an.

Art. 6. Parmi les étudiants régulièrement inscrits, entrent en ligne de compte pour le financement :

- 1° les étudiants de nationalité belge;
- 2° les étudiants étrangers suivants :
 - a) de nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne;
 - b) dont le père ou la mère ou le tuteur légal a la nationalité belge;
 - c) dont le père ou la mère ou le tuteur réside régulièrement en Belgique;
 - d) dont le conjoint réside en Belgique et y exerce une activité professionnelle ou y bénéficie d'un revenu de remplacement;
 - e) qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat réfugié, accordé par la délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation;
 - f) qui sont pris en charge ou entretenus par les Centres publics d'aide sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel ils ont été confiés;
 - g) qui résident en Belgique, y exercent une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficient de revenus de remplacement;
 - h) qui sont ressortissants d'un pays ayant conclu avec la Belgique ou la Communauté française un accord spécifique, dans le cadre et les limites de cet accord;
 - i) qui ont obtenu une bourse d'études à charge des crédits nationaux de la coopération au développement;
 - j) qui ont obtenu une bourse d'études de la Communauté française dans le cadre et dans les limites d'un accord culturel conclu par la Belgique ou la Communauté française;
 - k) autres que ceux mentionnés aux points a) à j). Toutefois, ces étudiants ne peuvent intervenir qu'à concurrence de 0,5 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année académique précédente dans la Haute Ecole concernée.

Art. 7. Pour l'application de l'article 6 du présent décret, il n'est tenu compte que d'une seule inscription régulière par étudiant à la date du 1^{er} février de l'année académique précédente.

Art. 8. Pour l'application de l'article 6 du présent décret, ne sont pas pris en considération pour le financement :

- 1° les étudiants qui ont été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études, quelle que soit la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

2° les étudiants qui ont été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études, quelle que soit la catégorie ou le domaine, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

3° les étudiants qui ont été inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, autre que celui organisé ou subventionné par la Communauté française, sans l'avoir réussie, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription;

4° les étudiants qui ont obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2, 4 et 5 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et/ou 18, § 2, du décret, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2, 4 et 5 du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2 du décret;

5° les étudiants qui, dans les cinq années qui suivent leur dernier échec, n'ont pas terminé avec succès en trois années académiques, à compter de leur première inscription dans une même section, les deux premières années d'études des études visées aux articles 15 ou 18, § 1^{er}, du décret.

Section 4. — Calcul des allocations annuelles globales

Sous-section 1re. — Dispositions générales

Art. 9. Le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles est égal, pour l'année budgétaire 1997, au montant visé à l'article 10. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation pour chacune des années budgétaires 1998, 1999, 2000 et 2001 selon des modalités arrêtées par le Gouvernement.

A partir de l'année budgétaire 2002, le Gouvernement fixe annuellement le taux en fonction duquel le montant visé à l'alinéa 1^{er}, est adapté. Ce taux ne peut être inférieur au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation, ni supérieur à la croissance réelle du produit national brut de l'année budgétaire précédente.

Art. 10. Le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les Hautes Ecoles (S) est égal à 10 122,9 millions de francs pour l'année budgétaire 1997.

Art. 11. Pour déterminer la somme des allocations annuelles globales des Hautes Ecoles (Σ AG), il est déduit du montant (S) visé à l'article 9, alinéa 1^{er} :

1° PMGMS qui représente les coûts réels calculés des traitements des membres statutaires du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des Hautes Ecoles; sont seuls pris en compte pour le calcul de ces coûts les membres statutaires du personnel de maîtrise, gens de métier et de service dont le traitement était payé directement par le ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation à la date du 31 décembre 1995;

2° PMD qui représente les coûts réels calculés des personnels mis en disponibilité par défaut d'emploi à la date du 15 janvier 1996, pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, en congé pour mission en vertu de l'article 5 du décret portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou pour convention personnelle précédant la pension de retraite et les coûts forfaitaires des personnels mis en disponibilité par défaut d'emploi et réaffectés dans une Haute Ecole conformément à l'article 29, alinéa 6, non déduits de l'allocation annuelle globale de cette Haute Ecole;

3° C qui représente les coûts salariaux et de fonctionnement estimés du contrôle par les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles.

Art. 12. § 1^{er}. L'allocation annuelle globale d'une Haute Ecole consiste :

— pour l'année budgétaire 1997, en une partie historique;

— à partir de l'année budgétaire 1998, en une partie historique, une partie forfaitaire et une partie variable liée à la charge d'enseignement de la Haute Ecole, et le cas échéant une dotation complémentaire provenant du fonds de solidarité du réseau dont dépend la Haute Ecole.

2. A partir de 1998, l'allocation annuelle globale de chaque Haute Ecole ne pourra être supérieure de plus de 8 p.c. à l'allocation annuelle globale, attribuée en 1997 à cette Haute Ecole, multipliée par le rapport entre le nombre d'unités de charges d'enseignement de cette Haute Ecole, pour l'année considérée, et celui de 1996.

Sous-section 2. — De la partie historique

Art. 13. § 1^{er}. La partie historique (PH) d'une Haute Ecole s'élève à :

1,0 AG 97 pour l'année budgétaire 1997;

0,80 AG 97 pour l'année budgétaire 1998;

0,60 AG 97 pour l'année budgétaire 1999;

0,40 AG 97 pour l'année budgétaire 2000;

0,20 AG 97 pour l'année budgétaire 2001;

0,05 AG 97 pour l'année budgétaire 2002;

à partir de l'année budgétaire 2003, la partie historique est égale à la partie historique de l'année budgétaire 2002 adaptée au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités de répartition de la somme des allocations annuelles globales pour 1997 (Σ AG 97) comme suit :

1° il établit le montant total des coûts salariaux et des dépenses de fonctionnement relatif à l'année civile 1996 pour les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent dans les Hautes Ecoles;

2° il fixe avec quatre décimales le pourcentage des coûts salariaux et dépenses de fonctionnement de chaque Haute Ecole dans le montant visé au 1°;

3° il répartit la somme des allocations annuelles globales pour 1997 (Σ AG 97) en attribuant à chaque Haute Ecole le montant obtenu par la multiplication de la somme des allocations annuelles globales pour 1997 (Σ AG 97) par la part relative de cette Haute Ecole telle que calculée au 2°.

Sous-section 3. — De la partie forfaitaire

Art. 14. La partie forfaitaire (PF) d'une Haute Ecole est déterminée de la manière suivante :

- a) la Haute Ecole reçoit un forfait annuel de 5 millions;
- b) la Haute Ecole reçoit un forfait annuel de 2 millions de francs par catégorie qu'elle organise;
- c) la Haute Ecole reçoit un forfait annuel de 10 millions de francs si elle est pluritype;
- d) la Haute Ecole reçoit un forfait annuel de 30 millions de francs si elle est seule dans la zone telle que définie à l'article 47 du décret et dans son réseau.

A partir de l'année budgétaire 1999, la partie forfaitaire d'une Haute Ecole est adaptée au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation.

Sous-section 4. — De la partie variable

Art. 15. Pour déterminer la charge d'enseignement, les catégories, et le cas échéant, les cycles de ces catégories sont classés pour le financement dans les groupes suivants :

- 1° Groupe A : les formations en un seul cycle de la catégorie visée à l'article 12, 3°, du décret;
- 2° Groupe B : les formations en deux cycles de la catégorie visée à l'article 12, 3°, du décret et les formations en un seul cycle de la catégorie visée à l'article 12, 7°, du décret;
- 3° Groupe C : les formations en un seul cycle de la catégorie visée à l'article 12, 1°, du décret et les formations en un cycle et en deux cycles de la catégorie visée à l'article 12, 6°, du décret;
- 4° Groupe D : la catégorie visée à l'article 12, 2°, du décret;
- 5° Groupe E : la catégorie visée à l'article 12, 8°, du décret;
- 6° Groupe F : la catégorie visée à l'article 12, 4°, du décret;
- 7° Groupe G : la catégorie visée à l'article 12, 5°, du décret et les formations en deux cycles des catégories visées à l'article 12, 1° et 7°, du décret.

Art. 16. Pour chaque groupe visé à l'article 15, une pondération est attribuée et varie selon le volume et la catégorie des études de la manière suivante :

1° par étudiant pris en compte pour le financement, qui suit sans préjudice des dispenses accordées la totalité du programme de l'année pour laquelle il est inscrit, la pondération suivante est attribuée :

- a) Groupe A : 1 point;
- b) Groupe B : 1,1 point;
- c) Groupe C : 1,15 point;
- d) Groupe D : 1,2 point;
- e) Groupe E : 1,45 point;
- f) Groupe F : 1,5 point;
- g) Groupe G : 1,65 point;

2° par étudiant pris en compte pour le financement, qui répartit le programme de l'année d'études sur plusieurs années académiques, la pondération visée au 1° est répartie sur les années académiques selon les modalités fixées conformément à l'article 31, alinéa 2, du décret.

Art. 17. La charge d'enseignement d'une Haute Ecole est exprimée en un certain nombre d'unités de charge d'enseignement. Le nombre d'unités de charge d'enseignement est égal à la somme des produits du nombre d'étudiants pris en compte pour le financement dans chacun des groupes visés à l'article 15 d'une part et de la pondération correspondante par étudiant pris en compte pour le financement fixée à l'article 16 pour ce groupe, d'autre part.

Le nombre d'étudiants par groupe à prendre en compte à l'alinéa premier est égal au nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement, conformément à la section 3 du présent chapitre, des trois dernières années précédant l'année budgétaire pour laquelle l'allocation annuelle globale est calculée, divisé par trois.

Art. 18. Pour une Haute Ecole, la partie qui varie selon la charge d'enseignement est égale au nombre d'unités de charge d'enseignement de ladite Haute Ecole (UCE), multiplié par le montant par unité de charge d'enseignement (MUCE).

Art. 19. Le montant par unité de charge d'enseignement est calculé, pour l'année budgétaire concernée, comme suit :

$$\text{MUCE} = \frac{\Sigma \text{AG} - \Sigma \text{PH} - \Sigma \text{PF} - 150 \text{ millions de francs}}{\Sigma \text{UCE}}$$

Dans cette formule :

ΣAG représente la somme des allocations annuelles globales des Hautes Ecoles pour l'année budgétaire concernée;

ΣPH représente la somme des parties historiques, pour toutes les Hautes Ecoles, calculées selon l'article 13 pour l'année budgétaire concernée;

ΣPF représente la somme des parties forfaitaires pour toutes les Hautes Ecoles, calculées selon l'article 14 pour l'année budgétaire concernée;

ΣUCE représente la somme des unités de charge d'enseignement de toutes les Hautes Ecoles pour l'année budgétaire concernée.

Sous-section 5. — Fonds de solidarité

Art. 20. A partir de 1998, il est créé, par réseau, un fonds de solidarité alimenté comme suit :

— une partie forfaitaire de 50 millions de francs, adaptée annuellement, à partir de 1999, selon les modalités fixées à l'article 9, alinéa 1^{er};

— une partie variable correspondant à la somme des différences pour les Hautes Ecoles du réseau considéré entre le montant résultant de l'application de l'article 12, § 1^{er}, à l'exclusion de la dotation complémentaire éventuelle, et celui résultant de l'application de l'article 12, § 2.

Art. 21. Pour chaque Haute Ecole, la différence est établie entre le montant résultant de l'application de l'article 12, § 1^{er}, à l'exclusion de la dotation complémentaire éventuelle et le montant de l'allocation globale pour 1997 de la Haute Ecole concernée, multipliée par le rapport entre le nombre d'unités de charges d'enseignement de cette Haute Ecole, pour l'année considérée, et celui de 1996.

Les différences positives sont ramenées à zéro.

Les différences sont ensuite totalisées par réseau.

Pour chaque Haute Ecole est calculé, avec quatre décimales, le pourcentage de variations par rapport à la variation totale du réseau.

Le pourcentage visé à l'alinéa 4, est multiplié par le montant du fonds de solidarité du réseau concerné. Le résultat constitue la dotation complémentaire visée à l'article 12, § 1^{er}.

CHAPITRE III. — Gestion de la Haute Ecole

Section 1^{re}. — Activités de la Haute Ecole

Sous-section 1^{re}. — Recettes résultant de l'enseignement dispensé par les Hautes Ecoles

Art. 22. Aux conditions à fixer par le Gouvernement, le pouvoir organisateur de la Haute Ecole peut aliéner ou donner en location des objets ou des services produits dans le cadre de l'enseignement dispensé.

Sous-section 2. — Concurrence et publicité déloyales

Art. 23. Toute concurrence déloyale entre Hautes Ecoles est interdite.

La publicité pour un type d'enseignement ou une Haute Ecole déterminée doit rester objective et ne peut se référer à aucun autre type d'enseignement ou aucune autre Haute Ecole.

Le Gouvernement arrête le montant annuel maximum consacré à la publicité pour une Haute Ecole. Ce montant ne peut être supérieur à un pour cent de l'allocation annuelle globale de chaque Haute Ecole.

Art. 24. Le Gouvernement crée une commission composée d'au moins quatre représentants des Hautes Ecoles et présidée par un magistrat honoraire ou émérite. Cette commission énonce des avis relatifs à l'examen des infractions à l'article 23 et propose des mesures ou sanctions éventuelles.

Le Gouvernement arrête la composition et détermine le fonctionnement de cette commission.

Art. 25. Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles aux dispositions de l'article 23, il décide s'il y a lieu d'en saisir la commission prévue à l'article 24.

Art. 26. Sur avis de la commission visée à l'article 24, le Gouvernement peut prendre une sanction à l'égard de la Haute Ecole pour toute infraction à l'article 23.

La sanction visée à l'alinéa 1^{er} peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée. Cette retenue ne pourra excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole concernée.

Section 2. — Paiement de l'allocation annuelle globale

Art. 27. Chaque année, avant le 1^{er} septembre, le Gouvernement informe le pouvoir organisateur et les autorités de chaque Haute Ecole de l'allocation annuelle globale estimée pour l'année budgétaire suivante et du mode de calcul de l'allocation.

Art. 28. Dès que le budget général des Dépenses de la Communauté française est approuvé pour l'année budgétaire concernée, le Gouvernement fixe définitivement l'allocation annuelle globale et en communique son montant immédiatement au pouvoir organisateur et aux autorités de la Haute Ecole.

En cas d'ajustement du budget de la Communauté française, le Gouvernement communique au pouvoir organisateur et aux autorités de la Haute Ecole le montant ajusté de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole.

Art. 29. La Communauté française met une partie de l'allocation annuelle globale à la disposition du pouvoir organisateur de la Haute Ecole pendant le premier mois des premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres. Le montant est calculé comme suit :

$$0,90 \times 1/4 \text{ (AG - SHE).}$$

Dans cette formule :

— AG représente l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole pour l'année budgétaire concernée;

— SHE représente, pour l'année budgétaire concernée, l'estimation des coûts salariaux annuels, calculés de manière forfaitaire conformément à l'alinéa 5, à payer par le département, sans préjudice de l'alinéa 6.

Ce montant est estimé sur la base de l'effectif réel de l'année précédente ou, s'il échet, sur la base de cet effectif corrigé par les précisions relatives aux modifications du cadre transmises par le pouvoir organisateur de chaque Haute Ecole au moins deux mois avant la liquidation de la tranche concernée.

A la fin de l'année budgétaire, le pouvoir organisateur de la Haute Ecole reçoit le solde de l'allocation annuelle globale.

Chaque année, le Gouvernement calcule le coût moyen brut pondéré d'un membre du personnel d'une Haute Ecole pour les groupes de fonctions suivants :

— les maîtres-assistants, maîtres de formation pratique et maîtres principaux de formation pratique;

— les chargés de cours, professeurs, chefs de bureau d'études et chefs de travaux;

— les directeurs de catégorie et directeurs-présidents;

— les membres du personnel auxiliaire placé dans un cadre d'extinction et les membres du personnel administratif.

Toutefois, pour les membres du personnel d'une Haute Ecole qui étaient placés en disponibilité par défaut d'emploi sans y être réaffectés ou rappelés en activité de service à la date d'entrée en vigueur du présent décret, les coûts salariaux calculés conformément à l'alinéa 3, ne sont pas déduits en 1997 et ne sont déduits qu'à concurrence de 25, 50 et 75 p.c., respectivement pour 1998, 1999 et 2000, de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole dans laquelle ces membres du personnel sont réaffectés ou rappelés en activité de service si cette réaffectation ou cette mise au travail a lieu avant le 31 décembre 1996.

Section 3. — Fixation du cadre du personnel

Art. 30. Les professeurs invités et les autres membres du personnel contractuel ne figurent pas dans l'effectif du personnel pris en compte pour le calcul du SHE, visé à l'article 29, alinéa 2. Le pouvoir organisateur de la Haute Ecole les rémunère à charge de l'allocation annuelle globale ou d'autres recettes de la Haute Ecole.

Art. 31. § 1^{er}. Lors de la fixation de son cadre du personnel, le pouvoir organisateur de la Haute Ecole tient compte des règles suivantes par rapport au personnel directeur et enseignant :

— le nombre d'emplois de maître principal de formation pratique ne peut excéder 20 p.c. du nombre total de maîtres de formation pratique et de maîtres principaux de formation pratique;

— le nombre d'emplois de maître-assistant est au moins égal à 30 p.c. du nombre total de maîtres-assistants, de chefs de travaux, de chefs de bureaux d'études, de chargés de cours et de professeurs;

— le nombre d'emplois de professeur ne peut excéder 25 p.c. du nombre total de maîtres-assistants, de chefs de travaux, de chefs de bureaux d'études, de chargés de cours et de professeurs;

— le nombre des membres du personnel enseignant nommés ou engagés à titre définitif ne peut excéder 70 p.c. du nombre des membres du personnel enseignant.

Une nomination ou un engagement à titre définitif dans une fonction de personnel enseignant, une désignation ou un engagement à titre temporaire dans une fonction du personnel directeur et enseignant n'est possible qu'en tenant compte des nombres précités.

Toutefois, une nomination ou un engagement à titre définitif dans une fonction de personnel ou enseignant reste possible dans la mesure où il n'est procédé annuellement à pareille nomination ou engagement qu'à raison d'un pour cent du nombre des membres du personnel enseignant.

Le nombre total de professeurs invités ne peut excéder 10 p.c. du cadre du personnel enseignant.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, la norme de 70 p.c. est portée à 75 p.c. pour les années budgétaires 1997, 1998, 1999, 2000 et 2001.

§ 3. Les coûts salariaux du cadre du personnel et des remplaçants calculés conformément à l'article 29, alinéa 5, ne peuvent être inférieurs à 75 p.c. de l'allocation annuelle globale.

Section 4. — Autres dispositions relatives à la gestion de la Haute école

Art. 32. Le pouvoir organisateur de la Haute Ecole reporte le solde non consommé de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole à l'année budgétaire suivante, pour autant qu'il garde l'affectation visée à l'article 3.

Art. 33. Si le pouvoir organisateur de la Haute Ecole a fait des dépenses qui vont à l'encontre de ce qui est stipulé par la loi ou le décret ou en vertu de ceux-ci, le Gouvernement peut déduire les montants en question d'une allocation annuelle globale ultérieure et en avertit le pouvoir organisateur et la direction de la Haute Ecole, dans les trois ans qui suivent l'année en cours de laquelle les dépenses ont été effectuées.

Art. 34. Si un étudiant a été indûment admis au financement ou si une pondération inexacte lui a été attribuée, le Gouvernement modifie proportionnellement le nombre d'unités de charge d'enseignement. Il déduit les montants y afférents de l'allocation annuelle globale suivante.

CHAPITRE IV. — Contrôle des Hautes Ecoles

Art. 35. Le Gouvernement nomme quatre commissaires auprès des Hautes Ecoles, sur proposition du ministre qui a l'enseignement supérieur non universitaire dans ses attributions. Pour être nommé commissaire auprès des Hautes Ecoles, les conditions suivantes sont réunies :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois du niveau 1 des agents de l'Etat;

4° satisfaire aux lois sur la milice et aux lois portant le statut des objecteurs de conscience;

5° être de conduite irréprochable;

6° être âgé de 30 ans au moins.

Art. 36. Les commissaires sont nommés auprès de plusieurs Hautes Ecoles. Deux commissaires sont nommés auprès des Hautes Ecoles de caractère non confessionnel et deux commissaires sont nommés auprès des Hautes Ecoles de caractère confessionnel.

Art. 37. La fonction de commissaire est incompatible avec toute fonction ou tout mandat susceptible de placer son titulaire en conflit fonctionnel permanent avec la fonction de commissaire auprès des Hautes Ecoles.

Art. 38. Le statut des commissaires est fixé par le Gouvernement.

Art. 39. Les commissaires auprès des Hautes Ecoles jouissent du statut pécuniaire d'un professeur qui est directeur président dans une Haute Ecole. Toutefois, durant les six premières années, le statut pécuniaire d'un professeur qui est directeur de catégorie leur est appliqué.

Art. 40. Les commissaires auprès des Hautes Ecoles veillent à ce que le pouvoir organisateur ou les autorités de la Haute Ecole agissant par délégation prennent des décisions conformes aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets.

Art. 41. Le Gouvernement fixe la liste des tâches de contrôle des commissaires auprès des Hautes Ecoles.

La liste de ces tâches comprend notamment le contrôle du nombre d'étudiants régulièrement inscrits de chaque Haute Ecole, qui sont pris en compte pour le financement, le contrôle du respect de la législation sur les marchés publics et le respect des conventions visées à l'article 52, 12° et 15°, du décret.

Afin d'accomplir leurs missions, les commissaires auprès des Hautes Ecoles reçoivent copie, dans le délai de cinq jours ouvrables, de toutes les décisions prises par le pouvoir organisateur ou les autorités de la Haute Ecole agissant par délégation sur les questions qui concernent leur compétence.

Les commissaires auprès des Hautes Ecoles font au pouvoir organisateur ou aux autorités de la Haute Ecole agissant par délégation toutes observations qu'ils jugent nécessaires dans le cadre de leur mission.

Art. 42. § 1^{er}. Les commissaires exercent un recours motivé auprès du Gouvernement contre toute décision du pouvoir organisateur ou des autorités de la Haute Ecole agissant par délégation, qu'ils estiment contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la copie de la décision.

Ce recours est notifié dans le même délai au pouvoir organisateur qui a pris la décision querellée ou aux pouvoirs organisateurs et aux autorités de la Haute Ecole agissant par délégation qui ont pris la décision querellée.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

§ 2. La décision produit ses effets si, dans les trente jours du recours, le Gouvernement n'a pas fait usage des prérogatives définies au § 3.

§ 3. Dans les trente jours du recours, le Gouvernement notifie, s'il y a lieu, au pouvoir organisateur ou au pouvoir organisateur et aux autorités de la Haute Ecole agissant par délégation que la décision est contraire aux lois, décrets, arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou décrets. Cette notification est motivée. Le Gouvernement invite dans le même acte le pouvoir organisateur ou les autorités de la Haute Ecole agissant par délégation à prendre dans les trente jours une nouvelle décision non entachée d'illégalité ou d'irrégularité, ou bien à retirer sa décision.

§ 4. Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision nouvelle n'a été prise, ou si le pouvoir organisateur n'a pas ou les autorités de la Haute Ecole agissant par délégation n'ont pas retiré la décision, le Gouvernement prononce dans les vingt jours l'annulation de la décision, si celle-ci a été prise par les autorités d'une Haute Ecole de la Communauté française. S'il s'agit d'une Haute Ecole subventionnée, le Gouvernement suspend, dans les vingt jours, l'octroi des allocations annuelles globales au pouvoir organisateur de la Haute Ecole en question.

La mesure prise par le Gouvernement est motivée et notifiée dans un délai de sept jours ouvrables au pouvoir organisateur ou au pouvoir organisateur et aux autorités de la Haute Ecole agissant par délégation.

Art. 43. Chaque année, les commissaires auprès des Hautes Ecoles font rapport au Gouvernement, chacun pour ce qui les concerne, sur le fonctionnement de chaque Haute Ecole.

Art. 44. Les articles 40, 41, 42 et 43 sont applicables aux décisions adoptées par le Conseil social en vertu des articles 89, 90 et 91 du décret.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales

Section 1^{re}. — Dispositions transitoires

Art. 45. Pour les mois de septembre 1996, octobre 1996, novembre 1996 et décembre 1996, le Gouvernement fixe par arrêté les moyens qui seront répartis entre les Hautes Ecoles selon les principes suivants :

1° il calcule le montant budgétaire relatif à l'année civile 1996 pour les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Hautes Ecoles, disponible au 31 août 1996;

2° il établit le montant total pour les huit premiers mois de l'année budgétaire 1996 des coûts salariaux et des dépenses de fonctionnement imputables en engagement à charge du budget 1996 pour les établissements d'enseignement supérieur qui se regroupent en Haute Ecole;

3° il fixe avec quatre décimales le pourcentage des coûts salariaux et des dépenses de fonctionnement de chaque Haute Ecole dans le montant visé au 2°;

4° il répartit le montant visé au 1° après déduction des coûts visés à l'article 11, 1° à 3°, en attribuant à chaque Haute Ecole le montant obtenu par la multiplication du montant visé au 1° après déduction des coûts visés à l'article 11, 1° à 3°, par la part relative de cette Haute Ecole telle que calculée au 3°.

Section 2. — Dispositions modificatives

Art. 46. Dans l'article 10, § 1^{er} du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les mots « il introduit » sont remplacés par les mots « elle introduit ».

Art. 47. L'article 18, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les études relatives à la formation pédagogique des futurs enseignants telles qu'elles sont organisées actuellement par les établissements d'enseignement supérieur économique de type long sont sanctionnées par le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. »

Art. 48. L'alinéa 2 du § 1^{er} de l'article 21 du même décret en devient l'article 21bis.

Art. 49. Dans l'article 43 du même décret, les mots « 15 et 18 » sont remplacés par les mots « 15, 16, 18 et 19 ».

Art. 50. L'article 44 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 44. Les grades visés aux articles 15, 16, 18 et 19 et les diplômes ou certificats qui les attestent sont délivrés, soit par les jurys des Hautes Ecoles, soit par les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française. »

Art. 51. L'article 45 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« A l'occasion du contreseing visé aux alinéas 1^{er} et 2, un droit dont le montant est fixé par le Gouvernement, peut être perçu. »

Art. 52. L'article 49, § 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement supérieur existant au 1^{er} janvier 1995 peuvent constituer, par zone, par réseau et par caractère, une Haute Ecole organisant uniquement des études supérieures de type court ou de type long lorsque le regroupement d'établissements d'enseignement supérieur organisant à la fois des études supérieures de type court et de type long, est, dans le même réseau de même caractère, impossible à réaliser dans la zone :

a) compte tenu de l'absence de l'un des types d'enseignement;

b) compte tenu de la présence d'un nombre insuffisant d'établissements disponibles d'enseignement supérieur de type court ou de type long qui se regroupent dans une autre Haute Ecole. »

Art. 53. Dans l'article 60 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les mots « aux articles 58 et 59 » sont remplacés par les mots « à l'article 59 ».

Art. 54. Dans l'article 66 du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

Le membre visé au 4° est élu pour une durée de cinq ans. »

Art. 55. L'article 75, alinéa 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« La part de subsides sociaux qui couvrent les besoins sociaux en moyens financiers du Conseil des étudiants est fixée à 10 p.c. »

Art. 56. Dans l'article 89 du même décret, les §§ 1^{er} et 3 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes et il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. La Communauté française intervient au moyen d'allocations annuelles dénommées subsides sociaux dans le financement des besoins sociaux des étudiants. »

« § 3. Les subsides sociaux visés au § 1^{er} sont calculés sur la base du nombre d'étudiants subsidiés au 1^{er} février de l'année précédant l'année budgétaire. Un montant de 2 000 francs est attribué par étudiant subsidié pour le financement. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice de la consommation visé à l'article 9, alinéa 1^{er} du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

« § 4. Les subsides sociaux font l'objet de liquidations trimestrielles. »

Art. 57. Dans l'article 101, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « 66, 4^o et 5^o » sont remplacés par les mots « 66, 5^o et 6^o ».

Art. 58. Dans l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée par la loi du 5 août 1978, l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986 et le décret du 12 juillet 1990, l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Pour les étudiants visés dans le présent alinéa, il ne peut être prélevé de droits complémentaires en plus du minerval qui leur est appliqué. »

Section 3. — Dispositions abrogatoires

Art. 59. N'est pas applicable aux Hautes Ecoles l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 5 juillet 1967, 19 août 1969, 2 décembre 1969, 15 avril 1977, l'arrêté royal n° 62 du 20 juillet 1982, l'arrêté royal n° 151 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal n° 449 du 20 août 1986 et le décret du 16 avril 1991.

Art. 60. N'est pas applicable aux Hautes Ecoles l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré, tel que modifié par les arrêtés royaux des 10 mars 1977 et 24 décembre 1980, l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 et l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982, l'arrêté royal n° 268 du 31 décembre 1983, l'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984, la loi du 31 juillet 1989 et les décrets des 12 mars 1990, 16 avril 1991 et 29 juillet 1992.

Art. 61. N'est pas applicable aux Hautes Ecoles dans la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieurs technique et supérieur agricole de type long, l'article 14, tel que modifié par l'arrêté royal n° 77 du 20 juillet 1982.

Est abrogé dans cette même loi, l'article 17 tel que modifié par l'arrêté royal n° 77 du 20 juillet 1982, l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 et le décret du 12 mars 1990.

Art. 62. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 23 février 1977 portant exécution de l'article 4, § 4, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieurs technique et supérieur agricole de type long, les articles 1^{er} à 7.

Art. 63. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles dans l'arrêté royal du 14 décembre 1978 fixant les conditions pour la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif des établissements d'enseignement supérieur de type long :

1^o l'article 2, tel que modifié par l'arrêté royal n° 77 du 20 juillet 1982;

2^o l'article 3, tel que modifié par l'arrêté royal n° // du 20 juillet 1982;

3^o les articles 4 et 5.

Art. 64. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles dans l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court :

1^o l'article 1^{er};

2^o l'article 2, tel que modifié par le décret du 29 juillet 1992;

3^o les articles 3, 4, 5 et 7, § 1^{er}.

Art. 65. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles dans l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat :

1^o l'article 2bis, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984;

2^o l'article 3, tel que remplacé par l'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984;

3^o l'article 4;

4^o l'article 5, tel que remplacé par l'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984 et modifié par la loi du 31 juillet 1984 et le décret du 29 juillet 1992.

Art. 66. Est abrogé l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, tel que modifié par l'arrêté royal n° 268 du 31 décembre 1983.

Art. 67. N'est pas applicable aux Hautes Ecoles l'arrêté royal du 27 juillet 1982 fixant le coefficient qui détermine le nombre maximum d'unités d'encadrement pour l'enseignement supérieur de type long.

Art. 68. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles dans l'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 portant fixation de la population scolaire minimale des sections de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, tel que modifié par l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986, le décret du 18 mai 1992 et le décret du 27 décembre 1993, les articles 1^{er} à 6bis.

t. 69. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles dans l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long :

1° l'article 4;

2° l'article 5, tel que modifié par l'arrêté royal n° 541 du 31 mars 1987 et le décret du 27 décembre 1993;

3° l'article 6;

4° l'article 7, tel que modifié par l'arrêté royal n° 541 du 31 mars 1987 et le décret du 27 décembre 1993;

5° les articles 8 à 12, 16, 17 et 19 à 22.

Art. 70. N'est pas applicable aux Hautes Ecoles à l'exception de l'article 6, § 2, l'arrêté royal du 6 novembre 1987 fixant les notions « d'étudiant régulièrement inscrit » et « d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement » dans l'enseignement supérieur de plein exercice, à l'exception de l'enseignement universitaire, tel que modifié par les arrêtés royaux des 14 septembre 1988 et 2 septembre 1991, par l'arrêté de l'Exécutif du 19 septembre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} septembre 1994.

Art. 71. Est abrogé l'arrêté royal du 22 août 1988 fixant le coefficient qui détermine le nombre de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice.

Art. 72. Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 juin 1991 fixant le coefficient qui détermine le nombre de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice.

Art. 73. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles, dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement :

1° l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, tel qu'introduit par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 et tel que modifié jusqu'à présent; et alinéa 3, tel qu'introduit par la loi du 18 septembre 1981 et modifié jusqu'à présent;

2° l'article 12^{ter}, tel qu'introduit par la loi du 11 juillet 1973;

3° l'article 32 tel que modifié jusqu'à présent;

4° l'article 34 tel que modifié jusqu'à présent;

5° l'article 35;

6° l'article 36, tel que modifié par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, l'arrêté royal n° 447 du 20 août 1986 et le décret du 1^{er} février 1993;

7° le chapitre IX, tel que modifié par la loi du 11 juillet 1973.

Art. 74. Est abrogé dans le décret du 19 juillet 1993 organisant l'enseignement supérieur social de type long en communication appliquée, l'article 10.

Art. 75. Ne sont pas applicables aux Hautes Ecoles dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, les articles 1 à 4.

Art. 76. L'article 58 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, est abrogé.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 77. Le Gouvernement peut coordonner les dispositions législatives et décrétales relatives à l'enseignement supérieur organisé au sein des Hautes Ecoles ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où cette coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner, sous d'autres divisions;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner, en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La coordination portera l'intitulé suivant :

« Décret relatif à l'enseignement supérieur organisé au sein de Hautes Ecoles, coordonné le... »

Art. 78. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1996, à l'exclusion des articles 47, 49, 50 et 52 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 1995, et de l'article 31 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 septembre 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Éducation, de l'Audi-visuel, de l'Aide à la Jeunesse de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations Internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2224

[S - C - 29338]

9 SEPTEMBER 1996. — Decreet betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Omschrijvingen

Artikel 1. Er dient te worden verstaan onder :

- 1° Decreet : decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;
- 2° Hogeschool : in artikel 1, 1° van het decreet bedoelde Hogeschool;
- 3° Hogeschool van de Franse Gemeenschap : door de Franse Gemeenschap ingerichte Hogeschool;
- 4° Gesubsidieerde officiële Hogeschool : Hogeschool die onder het gesubsidieerd officieel net ressorteert en die door een gemeente, een provincie of een publiekrechtelijke persoon werd opgericht;
- 5° Gesubsidieerde vrije Hogeschool : Hogeschool die onder het gesubsidieerd vrij net ressorteert en die in de vorm van privaatrechtelijke persoon werd opgericht;
- 6° Overheid van de Hogeschool : de in artikel 1, 2° van het decreet bedoelde overheid van de Hogeschool;
- 7° Departement : het in artikel 1, 3° van het decreet bedoelde departement;
- 8° Categorie : de in artikel 12 van het decreet bedoelde categorie;
- 9° Afdeling : de in artikel 1, 10° van het decreet bedoelde afdeling;
- 10° Optie : de in artikel 1, 11° van het decreet bedoelde optie;
- 11° Cyclus : de in artikel 1, 6° van het decreet bedoelde cyclus;
- 12° Studiejaar : het in artikel 1, 7° van het decreet bedoelde jaar;
- 13° Academiejaar : periode van een jaar, beginnend ten vroegste op 1 september en uiterlijk op 1 oktober en eindigend de dag vóór het begin van het eerstvolgende academiejaar;
- 14° Regering : Regering van de Franse Gemeenschap;
- 15° Net : een van de in artikel 50, lid 2 van het decreet bedoelde netten.

HOOFDSTUK II. — Berekening van de globale jaarlijkse uitkering

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 2. Binnen de perken en onder de bij dit decreet bepaalde voorwaarden draagt de Franse Gemeenschap tot de financiering van de werking der Hogescholen bij door middel van globale jaarlijkse uitkeringen.

Art. 3. Deze globale jaarlijkse uitkeringen dragen bij tot het dekken van de personeels-, werkings- en uitrustingskosten voor het onderwijs, het toegepaste onderzoek, de diensten aan de collectiviteit, de voortgezette opleiding en het beheer van de Hogeschool.

Afdeling 2. — Toelaatbaarheid tot de financiering van een Hogeschool.

Art. 4. Om tot de financiering toegelaten te worden moet de Hogeschool voldoen aan de door of krachtens dit decreet vastgestelde voorwaarden.

Afdeling 3. — Toelaatbaarheid tot de financiering van de studenten.

Art. 5. § 1. De regelmatig ingeschreven student van het hoger onderwijs van het lange of het korte type is degene die aan de in de artikelen 22 t/m 25 van het decreet bepaalde toegangsvoorwaarden voldoet, ingeschreven is op de wijze voorgeschreven voor het geheel van de voorgeschreven en goedgekeurde onderwijswerkzaamheden van een bepaalde afdeling, en overeenkomstig artikel 30 van het decreet deze werkzaamheden volgt met het doel, op het einde van het academiejaar eventueel de rechtsgevolgen verbonden aan het welslagen voor de examens te verkrijgen.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1 en in toepassing van de bepalingen van lid 2 van artikel 30 van het decreet mag een regelmatig in een Hogeschool ingeschreven student in het raam van akkoorden gesloten met andere Belgische of buitenlandse Hogescholen of inrichtingen voor al dan niet universitair hoger onderwijs, sommige colleges en werkzaamheden volgen in deze Hogescholen of inrichtingen voor hoger onderwijs en er de examens die in verband hiermee staan, afleggen.

De in lid 1 bedoelde regelmatig ingeschreven student wordt echter voor de financiering pas in aanmerking genomen wanneer hij de in lid 1 bedoelde werkzaamheden en bezigheden volgt, in het raam van een door de Regering goedgekeurde overeenkomst :

- in een andere door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogeschool - in een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde inrichting voor hoger kunstonderwijs of voor artistiek hoger onderwijs;
- in een door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde universitaire instelling;

(1) Zitting 1995-1996.

Documenten van de Raad. — Nr. 97, nr. 1 : ontwerp van decreet; nrs. 2 t/m 11 en 13 t/m 15 : amendementen; nr. 12 : verslag; nrs. 16 en 17 : advies van de Raad van State; nrs. 18 en 19 : subamendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen d.d. 15, 16, 19 en 25 juli. — Aanneming. Vergadering van 4 september 1996.

— in een door de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde instelling voor al dan niet universitair hoger onderwijs;

— in een inrichting voor al dan niet universitair hoger onderwijs, gelegen in een Lidstaat van de Europese Unie of, in het raam van een door de Europese Unie aangenomen programma, gelegen in een derde Staat.

§ 3. De in § 2 bedoelde onderwijswerkzaamheden mogen een tijdperk van zes maanden tijdens eenzelfde academiejaar niet overschrijden. Voor de toepassing van enkel het begrip « regelmatig ingeschreven student » mogen de in § 2 bedoelde onderwijswerkzaamheden echter een tijdperk van zes maanden overschrijden zonder een jaar te boven te gaan.

Art. 6. Onder de regelmatig ingeschreven studenten komen in aanmerking voor de financiering :

- 1° de studenten van Belgische nationaliteit
- 2° de onderstaande buitenlandse studenten :
 - a) de onderdanen van een Lidstaat van de Europese Unie;
 - b) de studenten wier vader of moeder of de wettelijke voogd van Belgische nationaliteit is;
 - c) de studenten wier vader of moeder of de wettelijke voogd regelmatig in België verblijft;
 - d) wier echtgenoot(ote) in België verblijft of er een beroepsbezigheid uitoefent of een vervangingsinkomen geniet;
 - e) die in België verblijven en er de voordelen genieten die verbonden zijn aan het statuut van vluchteling of kandidaat - vluchteling toegekend door de Delegatie in België van het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen, alsmede degenen wier vader, moeder of wettelijke voogd in dezelfde toestand verkeert;
 - f) die ten laste vallen van of onderhouden worden door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in een tehuis dat aan laatstgenoemde behoort of in een tehuis waaraan zij werden toevertrouwd;
 - g) die in België verblijven en er een echte en daadwerkelijke beroepsbezigheid uitoefenen of een vervangingsinkomen genieten;
 - h) die onderdanen zijn van een land dat een specifieke overeenkomst met België of de Franse Gemeenschap in het raam en binnen de perken van dit akkoord afsloot;
 - j) die een studiebeurs van de Franse Gemeenschap hebben verkregen in het raam en binnen de perken van een cultureel akkoord gesloten door België of de Franse Gemeenschap;
 - k) anderen dan die vermeld onder punten i) en j).

Die studenten mogen echter niet voor meer dan hoogstens 0,5 t.h. van het aantal Belgische studenten die op 1 februari van het voorafgaande academiejaar in de betrokken Hogeschool regelmatig ingeschreven waren, in aanmerking komen.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 6 van dit decreet wordt rekening gehouden met slechts één regulatige inschrijving per student op 1 februari van het voorafgaande academiejaar.

Art. 8. Voor de toepassing van artikel 6 van dit decreet worden enkel in aanmerking genomen voor de financiering :

- 1° de studenten die twee keer in een zelfde studiejaar regelmatig ingeschreven werden, wat de categorie ook zij, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of ingericht hoger onderwijs, zonder geslaagd te zijn in de vijf jaren vóór de aanvraag tot inschrijving;
- 2° de studenten die drie keer in eenzelfde studiejaar regelmatig werden ingeschreven, wat de categorie of het domein ook zij, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of ingericht onderwijs met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder geslaagd te zijn in de vijf jaren vóór de aanvraag tot inschrijving;
- 3° de studenten die drie keer in een zelfde studiejaar of in om het even welke studieonderverdeling regelmatig werden ingeschreven, wat het gekozen vak ook moge wezen, in een onderwijsstelsel dat onder het Belgisch of buitenlands hoger onderwijs ressorteert, ander dan dat welk door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd wordt, zonder geslaagd te zijn in de vijf jaren vóór de aanvraag tot inschrijving;
- 4° de studenten die in de vijf jaren vóór de aanvraag tot inschrijving, ofwel twee academische graden hebben verkregen die bedoeld zijn in artikel 6, § 2, 4 en 5 van het decreet d.d. 5 september 1994 betreffende de regeling van de universitaire studies en de academische graden, of wel twee in de artikelen 15 t/m 18, § 2 van het decreet bedoelde graden, of wel een in artikel 6, § 2, 4 en 5 van voormeld decreet d.d. 5 september bedoelde academische graad en een in artikel 15 of 18, § 2 van het decreet bedoelde graad.

5° de studenten die in de 5 jaren na hun laatste mislukking, in 3 academiejaren vanaf hun 1e inschrijving in één afdeling, niet geslaagd zijn voor de eerste 2 jaren van studies bedoeld in art. 15 of 18 § 1 van het decreet.

Afdeling 4. — Berekening van de globale jaarlijkse toelagen

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 9. Het bedrag bestemd voor het door de Hogescholen verstrekte hoger onderwijs is gelijk voor het begrotingsjaar 1997 aan het in artikel 10 bedoelde bedrag. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijzen voor elk der begrotingsjaren 1998, 1999, 2000 en 2001 volgens door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Vanaf het begrotingsjaar 2002 stelt de Regering jaarlijks de rentevoet vast op grond waarvan het in lid 1 bedoeld bedrag wordt aangepast. Deze rentevoet mag niet lager zijn dan het schommelingsbedrag van het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijzen, noch hoger dan de echte groei van het bruto nationaal produkt van het voorafgaande begrotingsjaar.

Art. 10. Het voor het hoger onderwijs bestemde bedrag dat door de Hogescholen (S) wordt verstrekt is gelijk aan 10 122,9 miljoen frank voor het begrotingsjaar 1997.

Art. 11. Om de som van de globale jaarlijkse bedragen van de Hogescholen (A G) te bepalen, wordt van het in artikel 9, lid 1 bedoelde bedrag (S) afgetrokken :

1° PMGMS dat de echte berekende kosten van de wedden van statutaire leden van het vak-, meesters- en dienstponeel van de Hogescholen vertegenwoordigt; worden enkel in aanmerking genomen voor de berekening van deze kosten de statutaire leden van het vak-, meesters- en dienstponeel waarvan de wedde rechtstreeks door het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming uitbetaald werd op 31 december 1995;

2° PMD dat de echte berekende kosten van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeel op 15 januari 1996 vertegenwoordigt, wegens ziekte of invaliditeit die geen definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft, met verlof wegens opdracht krachtens artikel 5 van het decreet tot regeling van de opdrachten, de verlopen wegens opdrachten en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs of wegens persoonlijke reden voor de oppensioenstelling, en de forfaitaire kosten van de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden die in een Hogeschool worden gereffecteerd overeenkomstig artikel 29, lid 6, niet afgetrokken van de globale jaarlijkse toelage van deze Hogeschool;

3° C dat de geraamde wedde- en werkingskosten voor het toezicht door de commissarissen van de Regering bij de Hogescholen vertegenwoordigt.

Art. 12. § 1. De globale jaarlijkse toelage van een Hogeschool bestaat :

- voor het begrotingsjaar 1997 uit een historisch gedeelte;
- vanaf het begrotingsjaar 1998, uit een historisch gedeelte, een forfaitair gedeelte en een veranderlijk gedeelte verbonden aan de onderwijsopdracht van de Hogeschool en eventueel een aanvullende dotatie uit het solidariteitsfonds van het net waarvan de Hogeschool afhangt.

§ 2. Vanaf 1998 mag de globale jaarlijkse toelage niet met meer dan 8 t.h. hoger liggen dan de globale jaarlijkse toelage die in 1997 aan deze Hogeschool werd toegekend, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal eenheden van onderwijsopdrachten van deze Hogeschool voor het in aanmerking genomen jaar, en dat voor 1996.

Onderafdeling 2. — Het historisch gedeelte

Art. 13. § 1. Het historisch gedeelte (PHI) van een Hogeschool bedraagt :

- 1,0 AG 97 voor het begrotingsjaar 1997;
- 0,80 AG 97 voor het begrotingsjaar 1998;
- 0,60 AG 97 voor het begrotingsjaar 1999;
- 0,40 AG 97 voor het begrotingsjaar 2000;
- 0,20 AG 97 voor het begrotingsjaar 2001;
- 0,05 AG 97 voor het begrotingsjaar 2002;

vanaf het begrotingsjaar 2003 is het historisch gedeelte gelijk aan het historisch gedeelte voor het begrotingsjaar 2002, aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijzen.

§ 2. De Regering legt de verdelingsvoorwaarden vast van de globale jaarlijkse toelagen voor 1997 (Σ AG 97) als volgt :

1° ze stelt het totaal bedrag vast van de loonkosten en de werkingskosten betreffende het kalenderjaar 1996 voor de instellingen voor hoger onderwijs die verenigd worden in de Hogescholen;

2° ze bepaalt met vier decimalen het percentage van de loonkosten en werkingskosten van elke Hogeschool in het in 1° bedoelde bedrag;

3° ze verdeelt de som van de globale jaarlijkse toelagen voor 1997 (Σ AG 97) door aan elke Hogeschool het bedrag tot te kennen dat wordt verkregen door de vermenigvuldiging van de som der globale jaarlijkse toelagen voor 1997 (Σ AG 97) met het betrekkelijk gedeelte voor deze Hogeschool, zoals in 2° berekend.

Onderafdeling 3. - Het forfaitair gedeelte.

Art. 14. Het forfaitair gedeelte (PE) van een Hogeschool wordt op de volgende wijze bepaald :

- a) de Hogeschool verkrijgt een jaarlijks forfaitair bedrag van 5 miljoen;
- b) de Hogeschool verkrijgt een jaarlijks forfaitair bedrag van 2 miljoen frank per categorie die ze organiseert;
- c) de Hogeschool verkrijgt een jaarlijks forfaitair bedrag;
- d) de Hogeschool verkrijgt een jaarlijks forfaitair bedrag van 10 miljoen frank indien ze verschillende onderwijstypen omvat;
- d) de Hogeschool verkrijgt een jaarlijks forfaitair bedrag van 30 miljoen frank indien ze alleen is in de zone bepaald in artikel 47 van het decreet, en in haar net.

Vanaf het begrotingsjaar 1999 wordt het forfaitair gedeelte van een Hogeschool aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijzen.

Onderafdeling 4. — Veranderlijk gedeelte

Art. 15. Om de onderwijsopdracht te bepalen, worden de categorieën en desgevallend, de cyclussen van deze categorieën voor de financiering in de volgende groepen ingedeeld :

- 1° Groep A : de opleidingen in één cyclus van de in artikel 12, 3° van het decreet bedoelde categorie;
- 2° Groep B : de opleidingen in twee cyclussen van de in art. 12, 3° van het decreet bedoelde categorie en de opleidingen in één cyclus van de in art. 12, 7° van het decreet bedoelde categorie;
- 3° Groep C : de opleidingen in één cyclus van de in art. 12, 1° van het decreet bedoelde categorie en de opleidingen in één cyclus en in twee cyclussen van de in art. 12, 6° van het decreet bedoelde categorie;
- 4° Groep D : de in art. 12, 2° van het decreet bedoelde categorie;
- 5° Groep E : de in art. 12, 8° van het decreet bedoelde categorie;
- 6° Groep F : de in art. 12, 4° van het decreet bedoelde categorie;
- 7° Groep G : de in art. 12, 5° van het decreet bedoelde categorie en de opleidingen in twee cyclussen van in artikel 12, 1° en 7° van het decreet bedoelde categorieën.

Art. 16. Voor elke in artikel 15 bedoelde groep wordt een weging toegekend die schommelt naar gelang van de omvang en de categorie van de studies, op de volgende wijze :

1° per voor de financiering in aanmerking genomen student die onverminderd de toegestane vrijstellingen het geheel programma volgt van het jaar waarvoor hij ingeschreven is, wordt de volgende weging toegekend :

- a) groep A : 1 punt;
- b) groep B : 1,1 punt;
- c) groep C : 1,15 punt;

d) groep D : 1,20 punt;

e) groep E : 1,45 punt;

f) groep F : 1,5 punt;

g) groep G : 1,65 punt;

2° per voor de financiering in aanmerking genomen student die het programma van het studiejaar over verschillende academiejaren spreidt, wordt de in 1° bedoelde weging gespreid over de academiejaren volgens de in artikel 31, lid 2 van het decreet vastgestelde voorwaarden.

Art. 17. De onderwijsopdracht van een Hogeschool wordt in een aantal eenheden van onderwijsopdrachten uitgedrukt. Het aantal eenheden van onderwijsopdrachten is gelijk aan de som van de produkten van het aantal in aanmerking genomen studenten voor de financiering van elke in artikel-15 bedoelde groep enerzijds en van de overeenstemmende weging per in aanmerking genomen student voor de financiering vastgesteld in artikel 16 van die groep, anderzijds.

Het aantal in lid 1 in aanmerking te nemen studenten per groep is gelijk aan het aantal studenten die, overeenkomstig afdeling 3 van dit hoofdstuk, in aanmerking komen voor de financiering van de laatste drie jaren voor het begrotingsjaar waarvoor de globale jaarlijkse toelage wordt berekend, gedeeld door drie.

Art. 18. Voor een Hogeschool is het gedeelte dat volgens de onderwijsopdracht schommelt, gelijk aan het aantal eenheden van onderwijsopdrachten van bedoelde Hogeschool (UCE) vermenigvuldigd met het bedrag per eenheid van onderwijsopdracht (MUCE).

Art. 19. Het bedrag per eenheid van onderwijsopdracht wordt als volgt voor het betrokken begrotingsjaar berekend :

$$\text{MUCE} = \frac{\Sigma \text{AG} - \Sigma \text{PH} - \Sigma \text{PF} - 150 \text{ miljoen franken}}{\Sigma \text{UCE}}$$

In deze formule vertegenwoordigt :

ΣAG de som van de globale jaarlijkse toelagen van de Hogescholen voor het betrokken begrotingsjaar;

ΣPH de som van de historische gedeelten voor alle hogescholen berekend overeenkomstig artikel 13 voor het betrokken begrotingsjaar;

ΣPF de som van de forfaitaire gedeelten voor alle hogescholen berekend overeenkomstig artikel 14 voor het betrokken begrotingsjaar;

ΣUCE de som van de eenheden van onderwijsopdrachten van alle Hogescholen voor het betrokken begrotingsjaar.

Onderafdeling 5. — Solidariteitsfonds

Art. 20. Vanaf 1998 wordt — per net — een solidariteitsfonds in het leven geroepen dat als volgt wordt gespijsd :

— een forfaitair gedeelte van 50 miljoen frank, jaarlijks aangepast met ingang van 1999, volgens de in artikel 29, lid 1, vastgestelde voorwaarden;

— een veranderlijk gedeelte dat overeenstemt met de som van de verschillen voor de Hogescholen van het betreffende net tussen het bedrag voortvloeiend uit de toepassing van artikel 12, § 1, met uitsluiting van de eventuele aanvullende dotatie, en het bedrag voortvloeiend uit de toepassing van artikel 12, § 2.

Art. 21. Voor elke Hogeschool wordt het verschil bepaald van het bedrag voortvloeiend uit de toepassing van art. 17 § 1, met uitsluiting van de eventuele aanvullende dotatie, en het bedrag van de globale toelage voor 1997 van de betrokken Hogeschool, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal eenheden van onderwijsopdrachten van deze Hogeschool, voor het betreffende jaar en voor 1996. De positieve verschillen worden tot nul herleid. Voor elke hogeschool wordt, met vier decimalen, het schommelingspercentage met betrekking tot de totale schommeling van het net berekend. Het in lid 4 bedoelde percentage wordt vermenigvuldigd met het bedrag van het solidariteitsfonds van het betrokken net. De uitslag vormt de in artikel 12, § 1 bedoelde aanvullende dotatie.

HOOFDSTUK III. — *Benevel van de Hogeschool*

Onderafdeling 1. — Werkzaamheden van de Hogeschool

Ontvangsten voortspruitend uit het door de Hogescholen verstrekte onderwijs.

Art. 22. Onder voorwaarden die door de Regering moeten worden bepaald mag de inrichtende macht van de Hogeschool voorwerpen of diensten verwezenlijkt in het raam van het verstrekte onderwijs vervreemden of in huur geven.

Onderafdeling 2. — Oneerlijke concurrentie en reclame

Art. 23. Elke oneerlijke concurrentie tussen Hogescholen is verboden. De reclame voor een onderwijstype of een bepaalde Hogeschool moet objectief blijven en mag niet naar een ander onderwijstype of een andere Hogeschool verwijzen.

De Regering bepaalt het maximum jaarlijks bedrag bestemd voor de reclame voor een Hogeschool. Dit bedrag mag niet hoger liggen dan 1 ten honderd van de globale jaarlijkse toelage van elke Hogeschool.

Art. 24. De Regering richt een commissie op die bestaat uit minstens vier vertegenwoordigers van de Hogescholen en die door een ere- of emeritus magistraat wordt voorgezeten.

Deze commissie brengt adviezen uit betreffende het onderzoek van overtredingen op artikel 23 en stelt eventuele maatregelen of sancties voor.

De Regering stelt de samenstelling vast en bepaalt de werking van deze commissie.

Art. 25. Wanneer de Regering kennis neemt van eventuele inbreuken op de bepalingen van artikel 23, beslist ze of die aanhangig dienen gemaakt te worden bij de in artikel 24 bedoelde commissie.

Art. 26. Op advies van de in artikel 24 bedoelde commissie mag de Regering een sanctie ten overstaan van de Hogeschool voor elke inbreuk op artikel 23 nemen.

De in lid 1 bedoelde sanctie mag een gedeeltelijke afhouding op de globale jaarlijkse toelage van de betrokken Hogeschool tot gevolg hebben. Deze afhouding mag niet hoger liggen dan vijf ten honderd van de globale jaarlijkse toelage van de betrokken Hogeschool.

Afdeling 2. — Uitbetaling van de globale jaarlijkse uitkering

Art. 27. Elk jaar deelt de Regering voor 1 september de inrichtende macht en de overheid van elke Hogeschool de globale jaarlijkse toelage mee die geraamd werd voor het eerstvolgende begrotingsjaar, alsmede de berekeningswijze van de toelage.

Art. 28. Zodra de algemene begroting van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het betrokken begrotingsjaar goedgekeurd wordt, stelt de Regering definitief de globale jaarlijkse toelage vast en deelt ze onmiddellijk het bedrag ervan aan de inrichtende macht en aan de overheid van de Hogeschool mee.

In geval van aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap deelt de Regering van de Franse Gemeenschap aan de inrichtende macht en aan de Hogeschool het aangepaste bedrag van de globale jaarlijkse toelage van de Hogeschool mee.

Art. 29. De Franse Gemeenschap stelt een deel van de globale jaarlijkse toelage ter beschikking van de inrichtende macht van de Hogeschool tijdens de eerste maand van het eerste, het tweede, het derde en het vierde kwartaal. Het bedrag wordt als volgt berekend :

0,90 X 1/4 (A.G. SHE)

In deze formule vertegenwoordigt :

- AG de globale jaarlijkse toelage van de Hogeschool voor het betrokken begrotingsjaar;
- SHE voor het betrokken begrotingsjaar de raming van de jaarlijkse loonkosten, op forfaitaire wijze berekend overeenkomstig lid 5, door het departement te betalen, onverminderd het bepaalde in lid 6;
- Dit bedrag wordt op basis van het werkelijk effectief van het voorafgaande jaar of, op basis van dit effectief, verbeterd door de verduidelijkingen betreffende de wijzigingen van de formatie, overgemaakt door de inrichtende macht van elke Hogeschool ten minste twee maanden vóór de vereffening van de betrokken schijf

Op het einde van het begrotingsjaar verkrijgt de inrichtende macht van de Hogeschool het saldo van de globale jaarlijkse toelage.

Elk jaar berekent de Regering de gewogen bruto gemiddelde kosten van een personeelslid van een Hogeschool voor de volgende groepen van ambten :

- de meesterassistenten, praktijkmeesters en eerstaanwezende praktijkmeesters;
- de docenten, hoogleraars, hoofden studiebureau en werkleiders;
- de categoriale directeurs en directeurs-voorzitters;
- de leden van het hulppersoneel geplaatst in een uitdovingsformatie en de leden van het administratief personeel.

Voor de personeelsleden van een Hogeschool die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking waren gesteld zonder gereffecteerd of in dienstactiviteit geroepen te worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden echter de loonkosten, berekend overeenkomstig lid 3, niet in 1997 afgetrokken en worden ze slechts ten belope van 25,50 en 75 t.h. respectievelijk voor 1998, 1999 en 2000 afgetrokken van de globale jaarlijkse toelage van de Hogeschool waarin deze personeelsleden gereffecteerd of in dienstactiviteit teruggeroepen worden indien deze reffectatie of deze tewerkstelling plaatsheeft voor 31 december 1996.

Afdeling 3. — Vaststelling van de personeelsformatie

Art. 30. De gasthoogleraars en andere contractuele personeelsleden komen niet voor in de personeelsformatie die in aanmerking komt voor de berekening van SHE, bedoeld in artikel 29, lid 2. De inrichtende macht van de Hogeschool bezoldigt hen ten laste van de globale jaarlijkse toelage of van andere ontvangsten van de Hogeschool.

Art. 31. § 1. Bij de vaststelling van haar personeelsformatie houdt de inrichtende macht van de Hogeschool rekening met de volgende regels met betrekking tot het bestuurs- en onderwijzend personeel :

- het aantal betrekkingen van eerstaanwendend praktijkmeester mag geen 20 t.h. van het totaal aantal praktijkmeesters en eerstaanwezende praktijkmeesters overschrijden;
- het aantal betrekkingen van meesterassistent is ten minste gelijk aan 30 t.h. van het totaal aantal meesterassistenten, werkleiders, hoofden van studiebureau, docenten en hoogleraars;
- het aantal betrekkingen van hoogleraar mag geen 25 t.h. van het totaal aantal meesterassistenten, werkleiders, hoofden van studiebureau, docenten en hoogleraars overschrijden;
- het aantal vastbenoemde of in vast verband geworven leden van het onderwijzend personeel mag geen 70 t.h. van het aantal leden van het onderwijzend personeel overschrijden.

Een vaste benoeming of een werving in vast verband in een ambt van het onderwijzend personeel, een tijdelijke aanstelling of werving in een ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel is slechts mogelijk wanneer rekening wordt gehouden met de voormelde cijfers.

Een vaste benoeming of een werving in vast verband in een ambt van het bestuurs en onderwijzend personeel blijft mogelijk in de mate waarin een dergelijke benoeming of werving jaarlijks slechts naar rato van 1 t.h. van het aantal leden van het onderwijzend personeel gebeurt.

Het totaal aantal gasthoogleraars mag geen 10 t.h. van de formatie van het onderwijzend personeel overschrijden.

§ 2. In afwijking van § 1, lid 1, vierde streepje wordt de norm van 70 t.h. gebracht op 75 t.h. voor de begrotingsjaren 1997, 1998, 1999, 2000 en 2001.

§ 3. De loonkosten van de personeelsformatie en van de vervangers, berekend overeenkomstig artikel 29, lid 5, mogen niet lager liggen dan 75 t.h. van de globale jaarlijkse toelage.

Afdeling 4. — Andere bepalingen betreffende het beheer van de Hogeschool.

Art. 32. De inrichtende macht van de Hogeschool draagt het niet gebruikte saldo van de globale jaarlijkse toelage van de Hogeschool over naar het volgende begrotingsjaar voor zover het de in artikel 3 bedoelde bestemming behoudt.

Art. 33. Indien de inrichtende macht van de Hogeschool uitgaven doet die in strijd zijn met wat in de wet of het decreet of krachtens deze bepaald wordt, mag de Regering de bedoelde bedragen aftrekken van een latere globale jaarlijkse toelage en verwittigt ze de inrichtende macht en de leiding van de Hogeschool binnen de drie jaren die volgen op het jaar tijdens welk de uitgaven werden gedaan.

Art. 34. Indien een student onrechtmatig werd toegelaten tot de financiering of indien hem een onjuiste weging werd toegekend, wijzigt de Regering verhoudingsgewijs het aantal eenheden van onderwijsopdrachten. Ze trekt de bedragen die er betrekking op hebben van de eerstvolgende globale jaarlijkse toelage af.

HOOFDSTUK IV. — Toezicht op de Hogescholen

Art. 35. De Regering benoemt vier commissarissen bij de Hogescholen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs buiten de Universiteit behoort. Om tot commissaris bij de Hogescholen benoemd te worden, dienen de volgende voorwaarden vervuld te worden :

- 1° Belg zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 van de Rijksambtenaren;
- 4° aan de wetten op de legerdienst en op het statuut der gewetensbezwaarden voldoen;
- 5° van onberispelijk gedrag zijn;
- 6° minstens 30 jaar oud zijn.

Art. 36. De commissarissen worden bij verschillende Hogescholen benoemd. Twee commissarissen worden bij de Hogescholen van niet-confessionele aard benoemd en twee commissarissen worden bij de Hogescholen van confessionele aard benoemd.

Art. 37. Het ambt van commissaris is onverenigbaar met elk ambt of mandaat dat zijn titularis in voortdurend functioneel conflict kan brengen met het ambt van commissaris bij de Hogescholen.

Art. 38. Het statuut der commissarissen wordt door de Regering vastgesteld.

Art. 39. De commissarissen bij de Hogescholen genieten het geldelijk statuut van een hoogleraar die in een Hogeschool het ambt van directeur-voorzitter bekleedt. Gedurende de eerste zes jaren wordt echter het geldelijk statuut van een hoogleraar die categoriaal directeur is, toegepast.

Art. 40. De commissarissen bij de Hogescholen zorgen ervoor dat de inrichtende macht of de overheid van de Hogeschool die bij machtsoverdracht optreedt, beslissingen neemt die overeenstemmen met de wetten en decreten en met de besluiten en reglementen die krachtens bedoelde wetten of decreten werden genomen.

Art. 41. De Regering stelt de lijst van de opgaven inzake toezicht van de commissarissen bij de Hogescholen vast. De lijst van deze opgaven omvat inz. het toezicht op het aantal regelmatig ingeschreven studenten van elke Hogeschool, die in aanmerking komen voor de financiering, de controle van het naleven van de wetgeving op de overheidsopdrachten en het naleven van de in artikel 52, 12° en 15° van het decreet bedoelde overeenkomsten.

Om hun opdrachten te volbrengen ontvangen de commissarissen bij de Hogescholen binnen een termijn van vijf werkdagen een afschrift van alle beslissingen genomen door de inrichtende macht of door de overheid van de Hogeschool die krachtens machtsdelegatie optreedt voor de vraagstukken die haar bevoegdheid aangaan.

De commissarissen bij de Hogescholen maken aan de inrichtende macht of aan de overheid van de Hogeschool die krachtens machtsdelegatie optreedt, alle opmerkingen over die zij in het raam van hun opdracht nodig achten.

Art. 42. § 1. De commissarissen dienen een gemotiveerd beroep in bij de Regering tegen elke beslissing van de inrichtende macht of van de overheid van de Hogeschool die krachtens delegatie optreedt, die zij in strijd achten met de wetten en decreten en met de besluiten en reglementen genomen krachtens deze wetten of decreten, binnen de tien werkdagen die volgen op de ontvangst van het afschrift van de beslissing.

Dit beroep wordt in dezelfde termijn meegedeeld aan de inrichtende macht die de betwiste beslissing nam, of aan de inrichtende machten en aan de krachtens delegatie optredende overheid van de Hogeschool die de betwiste beslissing namen.

De uitvoering van de beslissing wordt door het beroep geschorst.

§ 2. De beslissing heeft uitwerking indien de Regering binnen de dertig dagen na het beroep geen gebruik maakte van de in § 3 omschreven prerogatieven.

§ 3. Binnen de dertig dagen na het beroep betekent de Regering, zo nodig, aan de inrichtende macht en aan de krachtens delegatie optredende Hogeschooloverheid dat de beslissing in strijd is met de wetten en decreten en de krachtens deze wetten en decreten genomen besluiten en reglementen.

Deze betekening is met redenen omkleed. De Regering verzoekt in dezelfde akte de inrichtende macht of de krachtens delegatie optredende Hogeschooloverheid binnen de dertig dagen een nieuwe beslissing te nemen die rechtmatig en regelmatig is, ofwel haar beslissing in te trekken.

§ 4. Indien geen nieuwe beslissing bij het verstrijken van deze termijn werd genomen, of indien de inrichtende macht of de krachtens delegatie optredende Hogeschooloverheid de beslissing niet introk, spreekt de Regering zich uit voor het nietig verklaren van de beslissing indien deze laatste door de overheid van een Hogeschool van de Franse Gemeenschap werd genomen. Indien het om een gesubsidieerde Hogeschool gaat, schort de Regering binnen de twintig dagen de toekenning van de globale jaarlijkse toelagen aan de inrichtende macht van bedoelde Hogeschool op.

De door de Regering genomen beslissing wordt gemotiveerd en in een termijn van zeven werkdagen aan de inrichtende macht en aan de krachtens delegatie optredende Hogeschooloverheid bekendgemaakt.

Art. 43. Elk jaar brengen de commissarissen bij de Hogescholen verslag uit aan de Regering, elk wat hem betreft, over de werking van elke Hogeschool.

Art. 44. De artikelen 40, 41, 42 en 43 zijn van toepassing op de beslissingen genomen door de Sociale Raad krachtens de artikelen 89, 90 en 91 van het decreet.

HOOFDSTUK V. — Overgangs-, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Afdeling 1. — Overgangsbepalingen

Art. 45. Voor de maanden september 1996, oktober 1996, november 1996 en december 1996 legt de Regering bij besluit de middelen vast die onder de Hogescholen zullen worden verdeeld, volgens onderstaande beginselen :

1° Ze berekent het budgettaire bedrag betreffende het kalenderjaar 1996 voor de instellingen voor hoger onderwijs die verenigd worden om Hogescholen samen te stellen, dat op 31 augustus 1996 beschikbaar is;

2° Voor de eerste acht maanden van het begrotingsjaar 1996 legt ze het totaal bedrag vast van de loonkosten en de werkingsuitgaven aan te rekenen voor de vastleggingen ten laste van de begroting 1996 voor de instellingen voor hoger onderwijs die tot Hogescholen verenigd worden;

3° Ze legt met vier decimalen het percentage vast van de loonkosten en werkingsuitgaven van elke Hogeschool in het in 2° bedoeld bedrag;

4° Ze verdeelt het in 1° bedoelde bedrag na aftrek van de in artikel 11, 1° t/m 3° bedoelde kosten en kent aan elke Hogeschool het bedrag toe dat verkregen wordt door de vermenigvuldiging van het in 1° bedoelde bedrag na aftrek van de in artikel 11, 1° t/m 3° bedoelde kosten, met het betreffende gedeelte van die Hogeschool zoals berekend in 3°.

Afdeling 2. — Wijzigingsbepalingen

Art. 46. In artikel 10, § 1 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen worden in de Franse tekst de woorden « il introduit » vervangen door « elle introduit ».

Art. 47. Artikel 18, § 3 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3 Het onderwijs voor pedagogische opleiding van de toekomstige leerkrachten, zoals het thans door de inrichtingen voor hoger economisch onderwijs van het lange type wordt ingericht, wordt bekrachtigd met de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs. »

Art. 48. Lid 2 van § 1 van artikel 21 van hetzelfde decreet wordt artikel 21bis.

Art. 49. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de woorden « 15 en 18 » door de woorden « 15, 16, 18 en 19 » vervangen.

Art. 50. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 44. De in de artikelen 15, 16, 18 en 19 bedoelde graden en de diploma's of getuigschriften tot staving ervan worden toegekend door de examencommissies van de Hogescholen of door de examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap. »

Art. 51. Artikel 45 van hetzelfde decreet wordt met het onderstaande lid aangevuld :

« Bij de in lid 1, en 2 vermelde medeondertekening mag een recht waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld, door de Regering worden geheven. »

Art. 52. Artikel 49, § 3 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. In afwijking van § 1, lid 1 mogen de inrichtende machten van de op 1 januari 1995 bestaande instellingen voor hoger onderwijs, per zone, net en aard een hogeschool samenstellen die enkel hoger onderwijs van het korte type of van het lange type organiseert wanneer de groepering van instellingen voor hoger onderwijs die tegelijkertijd hoger onderwijs van het korte type en hoger onderwijs van het lange type organiseren in hetzelfde net van dezelfde aard onmogelijk in de zone kan verwezenlijkt worden :

a) rekening houdend met het ontbreken van een van de onderwijstypes;

b) rekening houdend met het voorhanden zijn van een voldoende aantal beschikbare instellingen voor hoger onderwijs van het korte type of van het lange type die gegroepeerd worden in een andere Hogeschool. »

Art. 53. In artikel 60 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen worden de woorden « in de artikelen 58 en 59 » door de woorden « in artikel 59 » vervangen.

Art. 54. In artikel 66 van hetzelfde decreet wordt volgend lid tussen lid 2 en lid 3 ingevoegd : « Het in 4° bedoeld lid wordt voor vijfjaar verkozen ».

Art. 55. Artikel 75, lid 3, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het gedeelte van de sociale subsidies tot dekking van de sociale behoeften aan financiële middelen van de studentenraad wordt op 10 t.h. vastgelegd. »

Art. 56. In artikel 89 van hetzelfde decreet worden de §§ 1 en 3 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen en wordt een § 4 ingevoegd.

« § 1. De Franse Gemeenschap komt bij middel van jaarlijkse toelagen, de sociale subsidies genaamd, tegemoet aan de financiering van de sociale behoeften van de studenten. »

« § 3. De in § 1 bedoelde sociale subsidies worden berekend op grond van het aantal subsidieerbare studenten op 1 februari van het jaar voor het begrotingsjaar. Een bedrag van 2000 frank wordt per subsidieerbare student voor de financiering toegekend. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijs, bedoeld in artikel 9, lid 1 van het decreet d.d. betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen. »

« § 4. De sociale subsidies zijn het voorwerp van driemaandelijks betalingen. »

Art. 57. In artikel 101, lid 1 van hetzelfde decreet worden de woorden « 66, 4° en 5° » door de woorden « 66, 5° » vervangen.

Art. 58. In artikel 12, § 2 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de wet d.d. 5 augustus 1978, het koninklijk besluit nr. 462 d.d. 17 september 1986 en het decreet d.d. 12 juli 1990 wordt lid 3 als volgt aangevuld :

« Voor de in dit lid bedoelde studenten mag geen aanvullend recht naast het hun toegepaste collegegeld geheven worden. »

Afdeling 3. — Opheffingsbepalingen

Art. 59. Niet van toepassing op de Hogescholen is het koninklijk besluit d.d. 12 januari 1966 tot vaststelling van de vereiste voorwaarden voor de bepaling van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 5 juli 1967, 19 augustus 1969, 2 december 1969, 15 april 1977, het koninklijk besluit nr. 62 d.d. 20 juli 1982, het koninklijk besluit nr. 151 d.d. 30 december 1982, het koninklijk besluit nr. 449 d.d. 20 augustus 1986 en het decreet d.d. 16 april 1971.

Art. 60. Niet van toepassing op de Hogescholen is het koninklijk besluit dd. 15 december 1973 houdende de splitsings- en hergroeperingsnormen van de studiejaren in het secundair technisch onderwijs, in het hoger technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogisch en artistiek onderwijs van de tweede graad, zoals gewijzigd

bij de koninklijke besluiten d.d. 10 maart 1977 en 24 december 1980, het koninklijk besluit nr. 79 d.d. 21 juli 1982, het koninklijk besluit nr. 80 d.d. 21 juli 1982, het koninklijk besluit nr. 268 d.d. 31 december 1983, het koninklijk besluit nr. 298 d.d. 31 maart 1984, de wet d.d. 31 juli 1989 en de decreten d.d. 12 maart 1990, 16 april 1991 en 29 juli 1992.

Art. 61. Niet van toepassing op de Hogescholen is in de wet dd.18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inzonderheid van het hoger technisch onderwijs en het hoger organischonderwijs van het lange type, artikel 14, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 77 d.d. 20 juli 1982.

Opgeheven wordt in dezelfde wet artikel 17 zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 77 d.d. 20 juli 1982, het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 en het decreet d.d. 12 maart 1990.

Art. 62. Opgeheven worden, in het koninklijk besluit dd.23 februari 1977 ter uitvoering van artikel 4, § 4 van de wet dd.18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inzonderheid van het hoger technisch onderwijs en het hoger agrarisch onderwijs van het lange type, de artikelen 1 t/m 7.

Art. 63. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn in het koninklijk besluit dd.14 december 1978 tot vaststelling van de voorwaarden voor de bepaling van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel van de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type :

1° artikel 2, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 77 d.d. 20 juli 1982;

2° artikel 3, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 77 d.d. 20 juli 1982;

3° de artikelen 4 en 5.

Art. 64. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn in het koninklijk besluit nr. 78 d.d. 21 juli 1982 tot vaststelling van de regels en voorwaarden tot berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type :

1° artikel 1;

2° artikel 2, zoals gewijzigd bij het decreet d.d. 29 juli 1992;

3° de artikelen 3, 4, 5 en 7, § 1.

Art. 65. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn in het koninklijk besluit nr. 7 d.d. 21 juli 1982 tot vaststelling van het globaal aantal toelaatbare lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, door de Staat ingericht of gesubsidieerd :

1° artikel 2bis, ingelast bij het koninklijk besluit nr. 298 d.d. 31 maart 1984;

2° artikel 3, zoals vervangen bij het Koninklijk besluit nr. 298 d.d. 31 maart 1984;

3° artikel 4;

4° artikel 5, vervangen door het koninklijk besluit nr. 298 d.d. 31 maart 1984 en gewijzigd bij de wet d.d. 31 juli 1984 en het decreet d.d. 29 juli 1992.

Art. 66. Opgeheven wordt het koninklijk besluit nr. 80 d.d. 21 juli 1982 tot vaststelling van het totaal aantal bijkomende toelaatbare lestijden in het door de Staat ingericht of gesubsidieerd pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 268 d.d. 31 december 1983.

Art. 67. Niet van toepassing op de Hogescholen is het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1982 tot vaststelling van de coëfficiënt die het maximumaantal begeleidingseenheden voor het hoger onderwijs van het lange type bepaalt.

Art. 68. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn, in het koninklijk besluit nr. 301 d.d. 31 maart 1984 tot vaststelling van de minimale schoolbevolking van de afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986, het decreet d.d. 18 mei 1992 en het decreet d.d. 27 december 1993 : de artikelen 1 t/m 6bis.

Art. 69. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn, in het koninklijk besluit nr. 460 d.d. 17 september 1986 tot vaststelling van de rationalisatie- en programmatieplannen in het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de inrichting van het hoger onderwijs van het lange type :

1° artikel 4;

2° artikel 5, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 541 d.d. 31 maart 1987 en bij decreet d.d. 27 december 1993;

3° artikel 6;

4° artikel 7, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 541 d.d. 31 maart 1987 en bij decreet d.d. 27 december 1993;

5° de artikelen 8 t/m 12, 16, 17 en 19 t/m 22.

Art. 70. Niet van toepassing op de Hogescholen is, met uitzondering van artikel 6, § 2 het koninklijk besluit d.d. 6 november 1987 houdende vaststelling van het begrip « regelmatig ingeschreven student » en « student die in aanmerking komt voor financiering » in het hoger onderwijs met volledig leerplan, met uitzondering van het universitair onderwijs, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten dd.14 september 1988 en 2 september 1991, bij het besluit van de Executieve d.d. 19 september 1991 en bij het besluit van de Regering d.d. 1 september 1994.

Art. 71. Opgeheven wordt het koninklijk besluit dd.22 augustus 1988 tot vaststelling van de coëfficiënt die het aantal bijkomende toelaatbare lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt.

Art. 72. Opgeheven wordt het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd.7 juni 1991 tot vaststelling van de coëfficiënt die het aantal bijkomende toelaatbare lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt.

Art. 73. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn, in de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving :

1° artikel 3, § 1, lid 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986, zoals gewijzigd, en lid 3, ingevoegd bij de wet d.d. 18 september 1981, zoals gewijzigd;

2° artikel 12ter, ingevoegd bij de wet d.d. 11 juli 1973;

3° artikel 32, zoals gewijzigd;

5° artikel 34, zoals gewijzigd;

6° artikel 36, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986, het koninklijk besluit nr. 447 d.d. 20 augustus 1986 en het decreet d.d. 1 februari 1993;

7° hoofdstuk IX zoals gewijzigd bij de wet d.d. 11 juli 1973.

Art. 74. Opgeheven wordt in het decreet d.d. 19 juli 1993 tot inrichting van het hoger sociaal onderwijs van het lange type in de toegepaste communicatie : artikel 10.

Art. 75. Niet van toepassing op de Hogescholen zijn in het decreet dd. 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs : de artikelen 1 t/m 4.

Art. 76. Art. 58 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, wordt opgeheven.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 77. De Regering kan de wetgevende en decretaire bepalingen betreffende het hoger onderwijs ingericht binnen de Hogescholen coördineren alsmede de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd tot het ogenblik van de coördinatie.

Te dien einde kan ze :

1° de volgorde, de nummering en in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen, in een andere indeling, wijzigen;

2° de verwijzingen, vervat in de te coördineren bepalingen, wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de tekst van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde voor de overeenstemming ervan te zorgen en de terminologie een te maken, zonder inbreuk te maken op de in die bepalingen opgenomen beginselen. De coördinatie zal luiden : « Decreet betreffende het binnen de hogescholen ingerichte onderwijs, gecoördineerd op... ».

Art. 78. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1996 met uitsluiting van de artikelen 47, 49, 50 en 52 die uitwerking hebben op 1 september 1995, en van artikel 31 dat op 1 september 1997 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal bekendgemaakt worden.

Brussel, 9 september 1996.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[9738]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 14 maart 1996, dat in werking treedt op 17 oktober 1996, is Mevr. Bâguette, M.-R., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, in ruste gesteld.

Zij heeft aanspraak op pensioen en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 24 september 1996 is de heer Grévy, V., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

Bij koninklijke besluiten van 4 oktober 1996 :

— is de heer Verhelst, M., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 oktober 1996;

— is de heer Debrauwere, D., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 oktober 1996.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[9738]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 14 mars 1996, entrant en vigueur le 17 octobre 1996, Mme Bâguette, M.-R., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Bruxelles, est admise à la retraite.

Elle a droit à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 24 septembre 1996, M. Grévy, V., avocat, est nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Charleroi.

Par arrêtés royaux du 4 octobre 1996 :

— M. Verhelst, M., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans, prenant cours le 1er octobre 1996;

— M. Debrauwere, D., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans, prenant cours le 1er octobre 1996.